COLLECTIF **N** GUERRES, **N** ETAT DE GUERRE

Bulletin du Collectif n° 2, mars 2017

Qui sommes nous?

Le collectif Ni guerres ni état de guerre s'est constitué en janvier 2016 sur une base d'opposition aux guerres d'ingérence et de spoliation, aux interventions impérialistes et à leurs conséquences : racismes, islamophobie, discriminations et Etat policier. Le Collectif

- exige l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait des bases militaires, la fin des traités et alliances (OTAN...);
- dénonce le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres les pires dictatures ;
- combat la militarisation de la société, le quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militarosécuritaire;
- soutient le droit à l'autodétermination des peuples, apporte sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation.

http://collectifantiguerre.org

antiguerre16@gmail.com

Plus que jamais, ni guerres ni état de guerre

Un an après son élaboration, la plate-forme du Collectif Ni guerres ni état de guerre est plus que jamais d'actualité, tant les méfaits du bellicisme se répandent.

Plus que jamais, « exiger l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises»

Jamais la France n'a été engagée sur autant de fronts militaires qu'en 2016, au point que les chefs de l'état-major estiment que l'armée est au bord de la rupture et crient famine¹.

Les dirigeants du parti socialiste aiment la guerre². Lors de ses deux mandats de quatorze années, François Mitterrand avait assumé 65 opérations militaires³, Hollande n'est pas en reste, avec 25 opérations sur neuf théâtres en cinq ans. Beaucoup sont discrètes et ne parviennent à nos oreilles que lorsque des militaires ou des « agents spéciaux » français sont tués comme en Libye. 40 000 militaires sont engagés à l'extérieur de la France, dont 20 à 25% dans la guerre directe.

1 200 hommes servent la seule opération Chammal (Irak et Syrie), pour laquelle, officiellement, un

¹ Voir Le Monde des 8-9 janvier 2017, « Le manque de moyens des armées augure de graves difficultés dans l'avenir

² Dans un langage de soudard, Le Monde du 26/10/2016 souligne les postures martiales du président « qui en a ». Affirmatif!
³ Il est vrai que, ministre de la Justice pendant la guerre d'Algérie, il s'était rendu célèbre en 1955 par ce mot : « La seule négociation, c'est la guerre ».

millier de raids ont été lancés sur 1700 objectifs, sans que l'on connaisse le nombre des victimes.

Lors des cérémonies du 11 novembre 2012, François Hollande a bien marqué sa volonté de poursuivre la politique belliciste et impérialiste de ses prédécesseurs, en souhaitant que « le drapeau français puisse flotter partout où il doit le faire ».

Décision prise par qui? Pas par le peuple de France, qui n'est jamais consulté sur ces opérations militaires, et encore moins informé. Les députés? Ils n'ont aucune prérogative en matière de décision d'intervention, sinon celle d'être informés, dans le meilleur des cas (ils ne le furent pas lors du déclenchement de l'opération Barkhane en Afrique⁴). Qui décide donc, peut-être bien ceux que le candidat Hollande désignait comme ses ennemis (« mon ennemi la finance »)? Vous savez, ces noms que l'on entend peu -Vivendi, Total, Bouygues, Vinci, Areva, Bolloré, Lafarge...

Dans ses pitoyables entretiens avec les journalistes Davet et Lhomme, Hollande se vante des opérations homo (pour homicide), ces exécutions d'individus estimés dangereux, cette peine de mort sans jugement (comme viennent de le faire remarquer certains juges), qui rappellent la guerre d'Algérie et les sinistres assassinats de la Main rouge commandés depuis l'Elysée.

Pour financer ces opérations de guerre, le budget de la Défense vient d'être augmenté en 2017 de 600 millions d'euros (soit au total 32,7 milliards d'euros). L'exigence de l'OTAN de porter à 2% du PIB le budget des Armées sera donc satisfaite.

Plus que jamais, «exiger le retrait des bases militaires »

L'intervention massive de l'armée française en Afrique pendant le quinquennat de François Hollande est organisée à partir de bases militaires importantes, notamment au Tchad et à Djibouti.

Au côté de Survie⁵, le rôle de notre Collectif est combattre important pour cette d'accoutumance à l'esprit colonial français qui gangrène la vie politique et la société. Cette

persistance ici d'un esprit chauvin et raciste laisse sans réponse vigoureuse le fait que la France foule aux pieds la souveraineté des Etats africains, que son armée (avec Barkhane) se balade sans entraves dans cinq pays sur un territoire grand comme l'Europe, que le seul mécanisme du système colonialiste du franc CFA apporte 50 milliards d'euros à l'économie française.



Plus que jamais, «dénoncer le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres les pires dictatures »

Le Président Hollande s'est mué en représentant de commerce des marchands de canon. Certes, la France est loin des Etats-Unis, premier vendeur d'armes dans le monde, suivis par la Russie. Mais elle tient bien son rang. Les dirigeants socialistes aiment vendre des armes. Le montant des exportations françaises est passé de 4,8 milliards d'euros en 2012 à plus de 20 milliards en 2016. Selon les années et les opportunités de contrat, la France est ainsi le troisième, le quatrième ou le cinquième exportateurs d'armes dans le monde.

François Hollande aime bien faire la tournée des popotes et des marchands-d'armes-qui-créent-desemplois. Chez Thalès, le géant de communication militaire, il se réjouit : « Vous êtes la réussite et l'espoir ». Sur le Charles de Gaulle, il félicite les troupes dont les performances sont autant d'arguments de ventes. Tant pis pour les populations arabes et africaines ainsi sacrifiées sur l'autel de l'inversion de la courbe du chômage.

L'Occident prétend faire la guerre pour la démocratie, mais il vend la guerre aux dictatures. Il faut que les affaires tournent. Pendant que les dirigeants du pays jouent cyniquement avec le terrorisme, l'islamisme, la burkha, la liberté sacrée, Lafarge a dit-on payé son impôt à Daesh pour continuer à produire en Syrie, Publicis (dont Madame Badinter, si prompte à condamner les femmes voilées, est la première actionnaire) passe un contrat juteux avec l'Arabie saoudite pour

⁴ Contrairement à d'autres pays comme le Royaume-Uni, les USA, la Turquie... le Parlement français n'a pas son mot à dire au moment de l'engagement des troupes dans une opération extérieure. Il doit ensuite voter au bout de quatre mois pour en confirmer la nécessité : ce qu'il a toujours fait, avec quelques rares abstentions.

5 Voir notre participation au meeting du 26 novembre 2016.

l'aider à rendre son image plus plaisante, Qosmos⁶ a vendu des technologies de surveillance de masse à la Libye et à la Syrie, la France a vendu des armes à Damas pendant des années, et a aujourd'hui pour grand client l'Arabie saoudite. D'ailleurs, c'est dans ce pays que le voyageur de commerce Hollande a fait le plus de visites officielles pendant son quinquennat. Il faut dire que ce grand pays de liberté est aujourd'hui le premier acheteur d'armes au monde!



Plus que jamais, « combattre la militarisation de la société, le quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militaro-sécuritaire »

Oui, plus que jamais, il nous faut combattre la toile d'araignée que les dirigeants du pays sont en train de tisser pour contrôler la population et la faire se tenir tranquille.

En haut, 21 milliardaires détiennent autant de richesses que les 40% les plus pauvres de la population française⁷. Violences policières, crimes racistes et corruption des élites restent impunis, tandis que la répression s'abat sur ceux qui se lèvent pour défendre leur emploi, pour organiser l'aide aux réfugiés, pour lutter contre les lois antisociales, les injustices, etc. Aujourd'hui, plus de 1700 militants sont inculpés en raison de leurs activités notamment lors des derniers mouvements ou pour « délits de solidarité » aux migrants. Les peines de prison ferme tombent après chaque manifestation de protestation contre l'ordre policier.

Les mesures prises dans le cadre d'un état d'urgence toujours reconduit cherchent un effet de peur qui paralyse la population. Une part croissante de la population est sollicitée pour entrer dans divers dispositifs de « mobilisation citoyenne» et de militarisation. La Réserve citoyenne de l'Éducation nationale, lancée le 12 mai 2015, est présentée comme une «armée de fantassins de la République » chargée de faire vivre les valeurs de la République à l'école. Le protocole Armée/Ecole signé l'été dernier prévoit qu'elle peut coordonner ses activités avec la Réserve citoyenne de défense et de sécurité, composée de volontaires civils présentés comme « ambassadeurs de l'Armée ». Il faut y ajouter la Réserve locale à la jeunesse et à la citoyenneté, aussi des « ambassadeurs de l'Armée » mais cette fois auprès des jeunes issus des «quartiers sensibles ». Créée en 2003, elle fait désormais partie, voyez-vous, du plan «égalité chances »...

L'opération Sentinelle mobilisant 10 000 militaires qui patrouillent sur le sol national à tous les coins de rue, l'Armée, en manque d'effectifs en raison de ses multiples théâtres d'opération, fait de plus en plus appel à la *Réserve militaire de premier niveau*. Composée de volontaires civils (qui souscrivent un engagement auprès de l'Armée), cette réserve fait partie désormais de la *Garde nationale*⁸ créée en octobre 2016, un des derniers cadeaux du président Hollande.



Ainsi, peu à peu, sont construits des dispositifs qui, appuyés par une propagande ultra-sécuritaire, seront prêts à l'emploi contre le peuple qui se lève. Ainsi est appliquée la nouvelle doctrine très clairement exposée par le chef de l'Etat-major des Armées, le général de Villiers : sécurité extérieure et sécurité intérieure doivent se conjuguer pour défendre la démocratie⁹. Ainsi, la liberté empêchée

⁹ Voir par exemple sa tribune publiée dans *Le Monde* du 20 janvier 2016

3

⁶ Voir le témoignage : https://www.youtube.com/watch?v=qbX10QrTY8k&feature=youtu.be

⁷ A l'échelle du monde, huit milliardaires détiennent autant que la moitié de la population mondiale. Au passage, notons ceci : dès que nous dénonçons telle ou telle vérité qui fâche, nous sommes souvent accusés de « complotisme ». Mais peut-on imaginer qu'une telle échelle d'inégalités puisse se construire et se maintenir sans comploter nuit et jour ? L'énorme corruption de toutes les élites et de leurs petits larbins en est un témoignage saisissant.

⁸ La Garde nationale regroupe les autres réserves proprement militaires. Elle disposera d'un effectif de 72 000 personnes en 2017.

là-bas à coup de bombes sera ici entravée à coup de décrets, d'opérations de police, d'état d'urgence. Valls l'a dit à la Chambre le 19 novembre 2015 : pour garantir la sécurité, certaines libertés pourront être limitées.

Plus que jamais se retirer des traités et alliances bellicistes (OTAN)

Les Etats-Unis et l'organisation politico-militaire qu'ils dirigent (l'OTAN) étendent partout leur présence militaire, suscitant des tensions de plus en plus dangereuses.

95% des bases militaires dans le monde sont étatsuniennes, et lorsque les USA s'implantent militairement dans un pays stratégique, ils n'y disposent pas d'une ou deux bases, mais de plusieurs dizaines, comme en Allemagne, au Japon ou en Corée du Sud.

Les centres de commandements militaires US couvrent désormais la planète, avec la création en 2002 de l'USNORTHCOM (qui comprend entre autres le Canada et le Mexique) et en 2007 de l'USAFRICACOM pour l'Afrique (et dont les infrastructures militaires les plus développées sont à Djibouti, en collaboration avec la France). L'envoie de 4000 soldats en Pologne (inédit depuis la fin de la « guerre froide ») avec des tanks dernier cri a été confirmé par Trump. On peut citer aussi la vente par la France de sous-marins à l'Australie pour encercler la Chine, ou encore, dans ce même but, les projets de doter le Japon de l'arme nucléaire.

Trump a clairement déclaré que son protectionnisme ne signifie nullement un repli de la puissance américaine sur elle-même. *First America* signifie *first America* partout dans le monde. D'ailleurs, à la veille de son investiture, Trump a déclaré vouloir « renforcer à grande échelle l'armée américaine », qu'il juge affaiblie¹⁰.

C'est pourquoi, plus que jamais, nous devons combattre les alliances bellicistes et en particulier exiger le retrait de la France de l'OTAN.

Poursuivre la réflexion et l'action

Le Collectif *Ni guerres ni état de guerre* a développé depuis un an une activité importante, mais encore bien modeste au regard de ce qu'il

faudrait construire pour nous opposer à la guerre, au racisme, aux oppressions! Toutefois, ce Collectif si jeune, si peu nombreux, a su répandre ses idées dans la rue (forum à Stalingrad, action commune avec Survie contre l'intervention et l'aide aux dictateurs de l'Afrique, participation à toutes les manifestations du printemps ainsi qu'à Nuit debout, participation à la semaine anticoloniale et antiraciste, rassemblement contre les bombardements de Mossoul), dans des colloques ou meetings (avec Survie, avec les organisations décoloniales, à Education populaire, etc.), dans des émissions de radio... Le Collectif a organisé de nombreuses conférences-débats qui ont nourri sa réflexion, augmenté sa capacité d'argumenter, élargi son audience.

Le Collectif offre *un cadre unique et précieux pour construire enfin le mouvement antiguerre et anti-impérialiste à la hauteur des enjeux*. Toutes celles et tous ceux qui veulent y participer peuvent le faire, ils peuvent s'approprier le collectif comme leur instrument, comme notre instrument commun pour :

- exiger l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait des bases militaires, la fin des traités et alliances (OTAN...);
- dénoncer le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres les pires dictatures ;
- combattre la militarisation de la société, le quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militaro-sécuritaire;
- soutenir le droit à l'autodétermination des peuples, apporter sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation

Daniel Blondet



¹⁰ Le coût de la modernisation programmée de l'arsenal nucléaire est estimé à mille milliards de dollars.

Culture du risque; mais lequel?

Juste avant les vacances de la Toussaint, les enfants scolarisés ont été appelés à participer à un exercice « attentatintrusion», nouvelle facette du PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté). Il s'agissait de simuler l'intrusion dans l'école d'un « méchant armé ». À côté des enfants qui ont apprécié l'interruption scolaire pour cette partie de cache-cache silencieuse, il y eut ceux qui n'ont pas voulu aller à l'école ce jour là, ceux qui ont refait les mêmes cauchemars qu'après le 13 novembre, ceux qui ont aimé « jouer à la guerre». Mais pourquoi soumettre les bambins à ce mime sinistre, dont l'efficacité en cas d'attaque réelle est des plus douteuses? Car on ne nous fera pas croire que cachés sous les tables ils seraient en sécurité en cas d'attaque à l'arme lourde. Un PPMS pour savoir comment réagir à des risques industriels en zone Seveso, à des risques sismiques, à des risques d'inondation ou d'ouragan, certes, il y a là sans doute des hypothèses techniques connues d'avance et des gestes tout aussi techniques que l'on peut effectuer pour se protéger. Mais que signifie l'extension - et la mise sur le même plan - de l'entraînement face au risque « naturel » ou industriel à cette tragicomédie d'un entraînement face au risque terroriste?



Photo Joël Saget AFP

« Le temps de l'insouciance est derrière nous » a assuré le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve lors d'une conférence de presse rue de Grenelle. C'est donc cela: il s'agit moins d'organisation pratique que d'une vision du monde, d'un état des esprits. Fini l'insouciance - et dès trois ans! Que nous propose-t-on à la place? Il s'agit, a assuré la ministre de l'Education, « de développer une culture permanente du risque ». C'est réussi : avant qu'on la détrompe ma fille en avait conclu qu'il y avait des attentats tous les trois jours!

Qu'est-ce qu'une culture du risque? Appliquée aux risques « naturels » techniques, la notion a déjà une petite histoire et a été associée au développement de la familiarité avec un risque, qui permet d'enclencher rapidement les bons gestes en cas de catastrophe. La culture du risque suppose donc une mémoire des événements traumatiques précédents. Ceux-ci doivent rester présents à l'esprit des populations habitant le territoire concerné. Il faut savoir détecter les signes annonciateurs, le vent qui se lève, les oiseaux qui piaillent et fuient, l'eau qui monte, la fumée au loin etc. Et il faut toujours « garder un œil ». Appliqué au risque d'attentat que donnerait tout cela? d'abord l'envahissement du quotidien par la mémoire macabre des attentats passés, la réitération permanente de leur litanie : janvier, novembre, juillet. L'idée donc, comme nous l'ont martelé Président et Premier Ministre, que « nous sommes en guerre». Si nos enfants sont en danger, menacés par des hommes armés; si nous avons sans cesse en tête les morts violentes passées, c'est bien que nous sommes guerre. Dans ces conditions, gouvernement n'a-t-il pas raison de riposter par les armes et de bombarder (où, qui et quoi, cela importe d'ailleurs peu, toute action sera légitime)? La culture du risque, apprise dans les écoles, est une manière d'habituer les enfants et leur famille à la présence de la violence, à la guerre et à l'idée qu'il faut s'y préparer, chacun à son niveau. Il faut donc aussi savoir lire les signes: regarder son voisin, sa barbe, son absence de barbe; regarder sa voisine, sa robe, sa poussette, son sac. Sympa, la vie quotidienne! Mais on vous l'a dit « le temps de l'insouciance est derrière nous ».

Mais il y a plus. Car en vérité bien sûr, nous avons aujourd'hui plus de risque de mourir d'épuisement au travail, de cancers divers liés à la pollution, d'un geste suicidaire lié à un licenciement, plutôt que d'être pris dans un attentat. Mais cette « culture du risque », c'est aussi celle qui fera trouver normal le licenciement, le changement de

poste, l'ordre de changement de région. Le risque, c'est la norme que doit accepter l'individu contemporain « entrepreneur de luimême », celui qui, comme Laurence Parisot, sait que « la vie, la santé, l'amour sont précaires », que c'est une loi et que le travail ne doit pas y échapper. Et dans ce monde, c'est à chacun de savoir gérer le risque, individuellement, à chacun de s'y être préparé, de savoir gérer son angoisse. Ce n'est donc pas aux attentats que le PPMS prépare les enfants, mais à la vie dans un monde régi par la loi El Khomri.

Déborah Cohen

Appel à des actions internationales contre le sommet de l'Otan à Bruxelles les 24 et 25 mai 2017

Le CollectifNi guerres ni état de guerre participe au mouvement qui se dresse contre l'OTAN et le renforcement de sa politique belliciste. Une grande manifestation internationale aura lieu à Bruxelles à l'occasion de l'inauguration de son nouveau siège les 24 et 25 mai. Le 24 à 17H se tiendra la manifestation elle-même. Le 25 se déroulera toute la journée un colloque organisé par le Réseau international *No to War No to NATO* (avec différents ateliers: commerce des armes, les guerres de l'OTAN, la défense européenne...). Les renseignements pour y prendre part et pour s'informer sur le contenu des manifestations sont disponibles sur le site http:///stopnato2017.org/ - qui donnera aussi des informations sur les deux réunions publiques prévues en France avant le contre-sommet. Voici l'appel des organisations françaises qui participent au mouvement Non à l'OTAN.

Rappelons d'abord que l'OTAN a été créée en 1949 et le pacte de Varsovie en 1955. Cette organisation dans ses objectifs conservation des intérêts politiques économiques des pays capitalistes occidentaux, son objectif essentiel étant militaire. À ce titre il contrevient aux termes de la Charte des Nations Unies qui réserve au seul Conseil de Sécurité le recours à la force dans les relations internationales. Tout aussi illégale, et pour les mêmes raisons, pourrait être une Europe de la Défense.



Le nouveau siège de l'OTAN à Bruxelles...

En août 2007, le nouvellement élu Président N. Sarkozy annonçait devant le Congrès étasunien le retour de la France dans les organes du commandement intégré de l'OTAN et en 2008, il décidait le renforcement de la présence militaire française en Afghanistan. Il s'engageait par la même occasion à renforcer les liens entre l'UE et l'OTAN.

C'est dans ce contexte que le collectif « OTAN-Afghanistan, non à la guerre, non à l'OTAN; paix – liberté – démocratie » s'est constitué en 2008 pour mobiliser l'opinion publique et sensibiliser les forces sociales et politiques sur les dangers de cette politique. Composé d'environ cinquante organisations, ce collectif a participé à la mobilisation internationale lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg et Kehl (Allemagne) en avril 2009. Il fait partie de la coalition internationale « No to War, No to NATO » qui a organisé les contre-sommets de l'OTAN de Lisbonne, Cardiff et Varsovie.

Le Président F. Hollande a suivi la même orientation que son prédécesseur en matière de participation aux opérations militaires de l'OTAN, de soutien à sa stratégie de la tension en Europe et d'augmentation des budgets consacrés à l'armement et aux guerres. L'objectif de consacrer 2% du PIB à ce budget, sans cesse répété et exigé par les dirigeants de l'OTAN, est programmé pour la France. Cela représenterait une augmentation de 30% du budget de la Défense au moment où les budgets sociaux sont à la baisse, que la pauvreté s'étend et que les inégalités se creusent.

Si pour l'essentiel les troupes françaises engagées en Afghanistan ont été retirées, le nombre des OPEX, « opérations extérieures », n'a cessé d'augmenter, aussi bien en Afrique qu'au Moyen Orient.

L'échec de l'intervention internationale en Afghanistan est patent, ce pays en sort ravagé, dévasté et divisé. Il en est de même de tous les pays dans lesquels l'OTAN est intervenue, directement ou indirectement. La volonté de l'OTAN de se déployer en Afrique et à développer des « partenariats », partout dans le monde, contribue à la montée des tensions et des dangers de guerre.

La « guerre contre le terrorisme » est une des justifications à la poursuite de cette politique, qui s'accompagne du soutien aux régimes réactionnaires du Moyen Orient qui l'utilisent pour asseoir leur statut de puissances régionales. Toutes les guerres menées sous cette bannière ont échoué et elles n'ont fait que créer les conditions pour le développement des groupes qui se réclament d'un « Islam radical ».

Les bombardements font des milliers de victimes civiles et poussent des dizaines de milliers de personnes sur les routes de l'exil, ces réfugiés qui se heurtent aux murs et aux barbelés, aux patrouilles navales de l'OTAN qui croisent en Méditerranée. Celle-ci a l'impudence de prétendre aider ces migrants, alors qu'elle ne fait que dresser une barrière supplémentaire.

À cela, s'ajoute aujourd'hui en Europe même, une politique de tension et de provocations constantes à l'égard de la Russie. Pour preuves, le déploiement du «bouclier anti missile» sous le contrôle exclusif des dirigeants étasuniens, l'envoi de troupes internationales «tournantes», toujours plus nombreuses, au plus près des frontières de la Russie, la relance de la politique de la terreur nucléaire. L'emploi de bombes atomiques est de plus en plus considéré comme une « option possible » au mépris du caractère criminel de cette arme, tel que rappelé par la résolution de 1961 de l'A.G. de l'ONU. C'est le retour à l'antagonisme entre blocs qui pourrait faire de l'Europe le premier terrain d'affrontement. La Pologne a accueilli récemment les manœuvres militaires les plus importantes en Europe depuis 50 ans.

Dans ce contexte dangereux et grave pour tous les peuples, il est important que les forces démocratiques, les forces qui luttent pour la paix entre les peuples, contre les guerres de redistribution des espaces réservés entre les grandes puissances, pour la solidarité internationale, agissent ensemble, fassent entendre ce cri de ralliement « non à l'OTAN, non à la guerre », pour y gagner le plus grand nombre.

Plateforme d'action

Tirant le bilan de ces années de travail, des mobilisations qu'il a permis de développer, des liens qui se sont tissés en France et au niveau international, et surtout, devant les défis qui nous sont lancés par la politique de guerre, par la militarisation des relations internationales, par l'explosion des ventes d'armes, nous proposons à toutes les organisations qui ont participé au collectif « OTAN-Afghanistan », et à toutes celles qui sont intéressées par ce combat, de continuer et d'amplifier la mobilisation.

Le collectif propose de s'appeler dorénavant le Collectif « Non à l'OTAN, Non à la guerre » ;

Nous proposons qu'il se fixe comme objectif de mener un travail sur les thèmes suivants, qui peuvent constituer le corps de sa plateforme:

- Faire grandir l'opposition à l'appartenance de la France à l'OTAN, sous le mot d'ordre : que la France sorte de l'OTAN et qu'avec nos partenaires internationaux, tous se mobilisent pour la dissolution de cette organisation de mort ;

- Mener un travail d'information, d'explication et de mobilisation sur le thème: « non au budget de guerre » et, immédiatement, contre son augmentation de 30 % que le Gouvernement français annonce;
- Dénoncer les guerres par procuration et exiger l'arrêt effectif et contrôlé des ventes d'armes aux États, aux groupes armés et aux régimes qui les utilisent contre leur peuple et/ou pour faire la guerre aux autres peuples;
- Mener un travail d'explication sur les dangers de la militarisation de l'économie, qui engloutit des sommes considérables d'argent public au détriment de la satisfaction des besoins sociaux, de l'éducation et de la santé :
- Dénoncer la relance de la politique en matière d'armement nucléaire qui ne fait que développer l'insécurité;
- Militer pour le retrait des troupes françaises des terrains de guerre, pour le retrait des troupes françaises d'Afrique et la fermeture des bases militaires qui servent aussi à l'OTAN.

Et dans les mois qui viennent, créer les conditions d'une mobilisation populaire extrêmement forte pour la tenue du contresommet de l'OTAN qui aura lieu en 2017, à Bruxelles.

Paris le 17 octobre 2016



Pour une contreculture qui démilitarise nos espaces de vie

Les fusils d'assaut ont accueilli les franciliens à la rentrée cet automne, dans la rue comme sur les terrasses de café. L'Armée de terre a envahi certaines terrasses de café, où on pouvait prendre l'apéro en compagnie de fusils, comme si de rien était ...

En effet, les publicités de recrutement pour l'Armée de terre se sont retrouvées sur les tables rondes de certains cafés. En regardant ces terrasses, avec un soldat et son fusil sur chaque table, cela faisait plus troupe armée que tables de terrasse. Dans l'espace public, sur les panneaux publicitaires sur les abribus et ailleurs, on pouvait retrouver ces images guerrières, avec des messages tels que « Je veux être le nouveau souffle après la tempête » ; « Je veux aller de l'avant pour que la liberté ne recule jamais », ou « Je viens de loin et j'irai loin ».

Au premier regard, cela aurait pu ne pas choquer. Après tout, on pourrait facilement s'habituer aux Vigipirates devant les écoles et dans la rue, aux contrôles de sac partout, aux CRS-robocops là où il y une contestation sociale. D'ailleurs sujet mis à part, esthétiquement parlant, les publicités étaient loin d'être moches. Ce n'est certainement pas pour rien que l'Armée a été récompensée à plusieurs reprises pour sa communication.

Mais avec un peu de recul, on pourrait se demander ce que cela signifie, que de se poser pour un café, un verre, ou un repas en ayant un soldat avec un fusil d'assaut comme convive ... C'est cette réflexion qui a amené à une petite contre-campagne de graphismes et slogans contestataires, apposés sur ces tables, abribus et panneaux publicitaires: « L'abus d'armée tue », « Guerre à la guerre », « Guerroyer tue » ... Cette contre-propagande visait à mettre en question la colonisation de nos esprits par les guerres « glorieuses » et à rendre visibles la surenchère sécuritaire et le complexe militaro-industriel de la France, 3ème ou 4ème marchand d'armes selon la période en question. Cette France qui accueille chaque année Eurosatory, le plus grand salon d'armement du monde, ainsi que MILIPOL dédié à la « sécurité intérieure » des Etats. Car qui ne dirait mot consentirait? Et jusqu'à où nous amènerait la surenchère sécuritaire en cours?









Le Collectif Ni guerres ni état de guerre est signataire de l'Appel du 19 mars.

Le 19 mars, une marche pour la justice et la dignité!

Un par mois. C'est, en moyenne, le nombre de pères, de frères, de fils que nous perdons à cause de la brutalité des forces de l'ordre. Une brutalité qui prend plusieurs formes : des techniques de pliage qui conduisent à l'asphyxie des victimes aux coups de poings, de balles ou de Taser qui, dans les pires des cas, s'avèrent mortels.

Régulièrement depuis plus de 40 ans, les nôtres sont ainsi tués par l'État Français, aux mains de ceux que l'on appelle ironiquement les "gardiens de la paix". Régulièrement depuis plus de 40 ans, c'est l'impunité la plus abjecte et les campagnes de criminalisation qui répondent aux mobilisations de celles et ceux qui réclament vérité et justice pour leurs morts. L'acharnement policier, judiciaire et politique contre la famille Traoré, à qui nous exprimons toute notre solidarité, en est la preuve. À chaque fois, c'est la même histoire.

La répression qui nous vise, nous familles de victimes, s'est accentuée sous le régime de l'état d'urgence. Tous les abus sont devenus possibles, avec leurs lots de conséquences tragiques. Ce n'est plus la police qui s'adapte à la loi, c'est la loi qui s'adapte à la police... Et nous sommes loin d'être les seuls à avoir été visés par le renforcement des dispositifs sécuritaires et des violences d'État. En 2015, le gouvernement a déclaré une véritable guerre intérieure : il a traqué les migrants et ceux qui les défendent, poursuivi la traditionnelle répression des « Noirs », des « Arabes », des « Rroms » et plus généralement des quartiers populaires, ciblé les « Musulmans » notamment via des perquisitions, des assignations à résidence et des fermetures de mosquées totalement arbitraires...À cela s'ajoute la guerre sociale qu'ont menée Valls et consorts, notamment dans le cadre de la mobilisation contre la loi travail. Face aux résistances des quartiers populaires et du mouvement social, on a vu les violences se déchainer en touchant des catégories jusqu'ici protégées.

Les attentas terribles que nous avons connus en 2015 et en 2016 sont venus renforcer l'arsenal sécuritaire alors qu'ils sont la conséquence directe de la politique guerrière que la France et ses alliés mènent à l'étranger. L'État Français, qui pèse toujours de tout son poids sur les peuples qu'il domine comme en Afrique, prolonge cette politique au Proche-Orient tout comme il entérine l'occupation de la Palestine. Sa "lutte contre le terrorisme" ressemble surtout à une agression permanente contre des peuples innocents. C'est, entre autres, ce qui nourrit la crise humanitaire des réfugiés, traités cyniquement comme une menace potentiellement "terroriste". C'est le serpent qui se mord la queue : le climat de guerre intérieure permet de justifier le contrôle toujours plus brutal de la population et délivre un permis de violence aux forces de l'ordre qui répriment toutes les gueules qui ne lui reviennent pas et tous ceux qui, des familles de victimes aux manifestants contre la loi travail en passant par les militants des quartiers populaires à la ZAD, osent s'organiser contre l'État, réclamer justice et affirmer leur Dignité.

Nous sommes tous concernés!

La campagne présidentielle ne va rien arranger. Au contraire. Presque chaque nouvelle déclaration est une insulte faite à nos combats, à nos préoccupations et à nos urgences.

Parce que nous ne nous soumettrons pas à l'arbitraire du pouvoir,

Parce que les mots "justice" et "dignité" ont encore un sens pour nous,

Parce que nous pensons qu'il est primordial de nous organiser, ensemble, pour lutter contre la guerre faite aux pauvres, aux migrants, aux descendants de colonisés,

Nous appelons tout-e-s celles et ceux qui se sentent concernés par ces sujets à nous rejoindre dans toutes les initiatives à venir (voir calendrier au bas de la page) et à participer très largement à la Marche pour la Justice et la Dignité qui aura lieu le dimanche 19 mars 2017 à Paris. Contre la hogra, contre l'humiliation, contre le racisme et les violences policières, contre les guerres lâches faites en notre nom contre des peuples qui ne nous ont rien fait.

Retrouvons espoir, force et unité pour faire bloc ensemble au nom de la Justice et de la Dignité!

Le Collectif Ni guerres ni état de guerre salue le travail mené depuis des années par Survie contre la Françafrique. Survie et le Collectif ont pris plusieurs initiatives communes. Nous reproduisons ici l'annonce de la brochure « Cinq guerres pour un Empire » élaborée récemment par Survie.

Cinq guerres pour un Empire

Les 13 et 14 janvier 2017 s'est déroulé à Bamako, au Mali le 27ème Sommet Afrique-France, pompeusement nommé «Sommet de Bamako pour le Partenariat, la Paix et l'Emergence». En réalité, les questions de sécurité seront au centre des discussions. Le Mali, pays où François Hollande a lancé sa première grande opération militaire, sept mois après son élection, est ainsi choisi pour servir de vitrine au bilan de la politique africaine du quinquennat. La présence militaire française en Afrique s'est considérablement renforcée depuis 2011, au travers d'interventions de grande envergure, censées contribuer à la paix et à la sécurité en Afrique et en Europe. Le résultat d'une telle politique est pourtant loin d'être positif, comme en témoigne notamment la militarisation française de toute la zone sahélienne vouée à durer et la récurrence des combats dans celle-ci, le chaos en Libye et le maintien des tensions en République Centrafricaine.

En effet, depuis 2011, une intervention militaire française en Afrique semble en appeler une autre. Présentées comme des victoires, ces opérations posent éminemment question. Le passage à l'offensive de la force Licorne en Côte d'Ivoire en 2011 pour faire tomber le régime de Laurent Gbagbo est un nouvel exemple d'une France qui outrepasse ses mandants onusiens. L'intervention Harmattan en Libye a eu des répercussions particulièrement néfastes, en témoigne le chaos qui perdure à l'heure actuelle.

D'autant que cette guerre a aussi eu des répercussions sur les pays de la région, et notamment sur le Mali où des combattants touaregs démobilisés de l'ancienne armée du Guide libyen sont rentrés avec armes et bagages. Ces derniers participeront à la déstabilisation du pays et à l'implantation de différents groupes armées, dont certains se revendiquant de l'Islam radical. C'est ainsi que la France est intervenue pour combattre les groupes armés implantés dans le nord avec l'opération Serval, mais a, dans le même temps, remis en selle le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), pourtant à l'origine de la crise.

Avec Barkhane, et au nom de la « guerre contre le terrorisme » l'armée française est désormais durablement implantée au Burkina Faso et au Niger, et relégitime la dictature d'Idriss Déby au Tchad en en faisant le point nodal de ses guerres africaines. Enfin, en Centrafrique, la France s'est embourbée dans une guerre civile d'une rare violence dont elle était en même temps juge et partie.

A l'occasion de ce nouveau sommet françafricain, Survie a donc décidé de publier un nouveau rapport afin de faire un bilan des opérations militaires de la France en Afrique, ce depuis l'intervention en Libye (2011) jusqu'à aujourd'hui.

Contact: contact@survie.org

http://survie.org/publications/brochures/article/c inq-guerres-pour-un-empire-5207

